



22.020

**Finanzhaushaltsgesetz (Abbau
der Corona-bedingten Verschuldung).
Änderung****Loi sur les finances (Réduction
de l'endettement lié au coronavirus).
Modification***Zweitrat – Deuxième Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.06.22 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.09.22 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 21.09.22 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 30.09.22 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.09.22 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: La modification de la loi sur les finances de la Confédération a été examinée à la dernière séance de notre commission, le 30 août dernier, après son traitement par le Conseil national, qui a apporté des modifications au projet du Conseil fédéral.

Tout d'abord, penchons-nous sur le pourquoi de ce projet, dont vous avez pris connaissance. Nous vivons à une époque qui a connu une pandémie. Cela ne peut pas ne pas avoir eu de conséquences: des dégâts sanitaires, humains, économiques. La Confédération a effectué d'importantes dépenses extraordinaires pour faire face à la pandémie du coronavirus, le Covid-19.

Alors, à peine la pandémie derrière nous, les réflexions et les travaux ont commencé, depuis des mois, pour faire émerger la meilleure solution possible afin de compenser les dépenses précitées. Pour cela, on se base sur les dispositions qui régissent le frein à l'endettement et sur une claire volonté de résorber le découvert, de ne pas transmettre ces dettes aux générations futures et de ne pas non plus menacer la reprise économique après la pandémie. C'est d'ailleurs aussi ce que vise le frein à l'endettement, à savoir permettre aux générations futures et présentes de faire face à des périodes difficiles avec une certaine marge de manoeuvre financière. Alors, cette marge de manoeuvre, nous l'avons eue durant la pandémie et nous souhaitons l'avoir aussi pour faire face aux prochaines crises.

Cette marge de manoeuvre est bien sûr possible grâce au respect de certaines règles; c'est l'une des forces de notre frein à l'endettement. Mais parfois, les règles doivent être adaptées à la réalité, puisqu'au stade actuel, et pour respecter les règles qui régissent le frein à l'endettement, on aurait deux options, soit augmenter les impôts, soit miser sur des programmes d'économie de plusieurs milliards de francs. Ce sont deux options qui ne sont pas soutenables, vu le contexte actuel, fragile et instable, d'où cette quête d'équilibre entre amortir la dette liée au Covid-19 pour donner la marge de manoeuvre nécessaire, et ainsi faire face aux prochains coups durs, et éviter des programmes d'économie et des augmentations d'impôts. C'est ce type de mesures qui serait nécessaire si on maintenait la période d'amortissement de six ans initialement prévue par la loi. C'est donc en quête de cet équilibre qu'on a travaillé sur la modification temporaire de la loi sur les finances, en partant d'abord de la proposition faite par le Conseil fédéral de réduire les dettes de la Confédération liées au Covid-19 d'ici 2035 au moyen des excédents futurs de financement.

Arrêtons-nous un instant sur le niveau des dettes pour comprendre quel est l'enjeu et l'intérêt de ce débat. Le Conseil fédéral a dernièrement donné des chiffres. A la fin de l'année, on devrait avoir des dettes extraordinaires d'environ 26 milliards de francs.

Si l'on respecte la loi sur les finances en vigueur, les 26 milliards de francs devraient être compensés en six ans par des excédents, soit plus de 4 milliards de francs par année à économiser ou à financer par l'impôt. La réalité rend cette exigence difficile à envisager: la pandémie, la guerre en Ukraine, la crise énergétique sont nos réalités. Elles viennent s'ajouter à des réformes nécessaires pour notre prévoyance, pour stabiliser



les coûts de la santé, pour adapter les infrastructures et nos émissions de CO₂, pour gagner le tournant énergétique, parmi tant d'autres.

Les présents défis ne sont pas synonymes d'économies. Cela rend ce débat d'autant plus important. Venons-en aux solutions qui ont précédé cette modification de loi. Une première étape a été franchie par le Conseil fédéral, qui a décidé lors de sa séance de juin 2021, que la part de la Confédération à la distribution additionnelle de la BNS, soit 1,3 milliard de francs, serait comptabilisée comme recette extraordinaire dès 2021 – et donc inscrite à titre de bonification dans le compte d'amortissement. Cette première étape allège la dette, mais ne résout pas l'entier du problème. La modification de la loi sur les finances reste nécessaire.

La question se posait à ce stade de verser l'intégralité des recettes de la BNS, donc également les distributions ordinaires.

Mais une telle solution aurait nécessité la compensation de ces 660 millions de francs dans le budget ordinaire. C'est la raison pour laquelle seules les recettes extraordinaires sont inscrites à titre de bonification dans le compte d'amortissement.

Cette première étape franchie, il s'agissait ensuite de s'attaquer aux autres adaptations nécessaires, soit la durée de l'amortissement et l'usage d'autres sources de financement, comme le compte de compensation.

La transition est toute trouvée pour en venir au projet du Conseil fédéral de modification temporaire de la loi sur les finances. C'est une modification temporaire qui complète le frein à l'endettement dans la loi sur les finances. Le but est de porter au crédit du compte d'amortissement, non seulement les excédents structurels budgétisés, mais aussi les excédents structurels qui apparaissent dans les résultats du compte. Le projet du Conseil fédéral contient aussi une adaptation du délai d'amortissement pour résorber ce découvert en trois législatures plutôt que dans les six ans initialement prévus.

Le résultat de ce projet est de réduire le découvert du compte d'amortissement d'environ 2,3 milliards de francs par an et de le combler sur une période de onze à treize ans, en partant du principe que les distributions additionnelles de la BNS de 1,3 milliard de francs resteront régulières et que le compte continuera à afficher des soldes de crédit d'environ 1 milliard de francs par année.

Voilà, c'est le tableau de base du Conseil fédéral, sans le coup de crayon apporté par le Conseil national.

On en vient donc à la proposition du Conseil national. Le Conseil national a traité cet objet et a décidé que la réduction devait également se faire en utilisant une partie des excédents de financement passés – pour moitié –, ce qui a pour effet de réduire, dans le même temps, la durée de résorption nécessaire de la dette.

Concrètement, le Conseil national propose de réduire le compte de compensation de la moitié du solde du compte d'amortissement et de l'utiliser pour résorber une partie de la dette. Avec cet apport supplémentaire, on peut sans dommage réduire la durée d'amortissement, ce qui nous amène à une différence dans le temps entre les deux variantes.

AB 2022 S 698 / BO 2022 E 698

Avec la variante du Conseil fédéral, le terme est prévu à 2035. Avec la variante du Conseil national, le terme est prévu à 2031. On constate ici la différence entre la proposition du Conseil fédéral et celle du Conseil national; elle se situe sur l'utilisation des excédents passés pour réduire la dette. Le Conseil fédéral propose d'utiliser les excédents futurs, mais de ne pas toucher aux excédents passés. Le Conseil national propose d'en utiliser une partie, environ la moitié, pour réduire le montant à amortir et en même temps la durée d'amortissement. C'est une différence qui a toute son importance, surtout politique; on va le comprendre.

Pour se déterminer, votre commission a traité cet objet en plusieurs étapes. Elle a entamé ses travaux par l'audition d'experts, afin d'avoir un avis scientifique sur le traitement de cette dette et en particulier sur l'usage du compte de compensation, puisqu'il s'agit, comme l'a dit le président de la commission, du coeur de la modification.

Trois professeurs ont été invités à cette fin, avec la volonté de prendre en compte non seulement leur avis d'expert, mais surtout d'échanger avec eux, de pouvoir mesurer directement les effets des différentes propositions, de les entendre sur le projet du Conseil fédéral et sur la version du Conseil national et de voir aussi les solutions proposées dans le cadre de la consultation, puisqu'il s'agit de pistes que nous pouvions envisager.

Il est à noter que la commission a voulu elle aussi entendre des experts, alors que nous sommes le second conseil – c'est un peu particulier. Ils étaient différents de ceux de la commission du Conseil national. La volonté de la commission était d'avoir un échange avec eux. La discussion s'est avérée fructueuse. Elle a permis de constater les différences entre les options, de nourrir les échanges entre les membres de la commission et de créer des bases solides pour poursuivre les différents travaux.

La seconde étape du traitement a eu lieu le 30 août dernier, lorsqu'a eu lieu le débat d'entrée en matière, puis la discussion par article.



Lors du débat d'entrée en matière, certains points ont été relevés en particulier. J'en fais un résumé parce que je pense que cela peut influencer notre échange. Il s'agissait d'une part de l'importance du frein à l'endettement, la marge de manoeuvre qu'il nous a permis de constituer et la nécessité de l'adapter sans l'affaiblir, d'autant plus en tenant compte de l'évolution des dépenses, de l'évolution connue jusqu'à présent et des crises que nous vivons.

Parmi les remarques générales, certaines craintes ont aussi été exprimées, notamment l'usage de certaines méthodes et pratiques qui pourrait être considéré comme un précédent. Cela pourrait être le cas de l'utilisation du compte de compensation.

Il est important de préciser que les deux solutions n'exigent pas de mesures d'économie à ce stade et pas d'augmentation d'impôts. C'est ainsi que l'entrée en matière s'est déroulée. Elle n'a fait l'objet d'aucune contestation. Cela nous a amené à la discussion par article.

C'est sans surprise l'utilisation ou non du compte de compensation qui a le plus animé la commission. Six propositions ont été déposées, dont une a été retirée au cours des délibérations. La commission a examiné trois variantes: la non-utilisation des excédents passés, conformément au projet du Conseil fédéral; l'utilisation partielle des excédents passés, comme le voulait le Conseil national, et l'utilisation totale, selon une nouvelle proposition.

Je vais vous livrer quelques chiffres. Ce n'est certainement pas un moment agréable, mais cela permet de bien comprendre les effets de ces variantes sur les différents comptes. On parle du solde qu'il resterait dans le compte de compensation et dans le compte d'amortissement avec chacune des options. Si on prend la version du Conseil fédéral, on n'y toucherait pas, donc il resterait 23 milliards de francs sur le compte de compensation et 26 milliards de découvert sur le compte d'amortissement à résorber. Si on prend la version du Conseil national, il resterait 10 milliards sur le compte de compensation et 13 milliards sur le compte d'amortissement. Avec une utilisation maximale du compte de compensation, il resterait 0 sur ce compte et environ 3 milliards de découvert sur le compte d'amortissement à résorber.

En plus de ces options fondamentales, il y a une proposition qui a été adoptée à l'unanimité pour adapter légèrement, ou plutôt pour clarifier, la proposition du Conseil national. La proposition du Conseil national précisait qu'un solde devait rester dans le compte de compensation, un solde à un niveau suffisamment élevé. Cette précision ne semblait pas nécessaire à la commission au vu des chiffres. Comme je l'ai dit, le compte de compensation se monte à 23 milliards, le compte d'amortissement à 26 milliards et la compensation se ferait à hauteur de 13 milliards si la solution moitié-moitié l'emportait. Il resterait donc 10 milliards de francs sur le compte de compensation. Par rapport au budget de la Confédération, 10 milliards, cela fait environ 12 pour cent. Donc la notion de solde suffisamment élevé, qui avait été intégrée par le Conseil national, n'est pas nécessaire dans le contexte financier actuel.

Dans le cadre de ce débat d'entrée en matière, je vous propose encore de résumer les votes sur cet article, car cela permet de comprendre la décision finale de la commission et permettra d'aller de l'avant dans cet échange.

Lors du vote, la disposition du Conseil national légèrement adaptée – soit celle que je viens d'expliquer – l'a emporté par 9 voix contre 4 face à la proposition visant à utiliser l'intégralité des excédents passés. En définitive, nous nous sommes positionnés en faveur d'une proposition du Conseil national adaptée.

Ensuite, la commission a donné sa préférence par 7 voix contre 6 au projet du Conseil fédéral, face à cette version modifiée du Conseil national, en relevant que le projet du Conseil fédéral ne donnait lieu à aucun programme d'économie dans les futurs budgets et qu'il était facilement supportable.

Indépendamment de ce bloc, une autre proposition visait à ajouter un nouvel alinéa 4bis à l'article 17b de la loi sur les finances, selon lequel "Lorsque le compte de compensation enregistre un excédent de plus de 6 pour cent des dépenses totales, le surplus est utilisé pour réduire le découvert du compte d'amortissement."

Un peu technique, cette proposition a été rejetée par 8 voix contre 4 et 1 abstention.

Au vote sur l'ensemble, la commission a approuvé le projet par 10 voix contre 3.

J'ajoute que ce projet comprend deux autres modifications de la loi sur les finances, qui n'ont en définitive pas de rapport avec la réduction de la dette Covid-19 et qui formalisent la pratique actuelle. Il s'agit du fait de parachever la dernière modification de la loi sur les finances et aussi de prévoir la possibilité de fixer des contributions d'amortissement à titre préventif, aussi lors de l'adoption du compte.

J'en ai terminé et vous rappelle que la commission a approuvé ce projet par 10 voix contre 3. Je reviendrai aussi brièvement que possible lors de la discussion par article pour clarifier l'opinion de la commission.

Maurer Ueli, Bundesrat: Die Diskussion, die wir jetzt führen, hat durchaus einen symbolischen Charakter für die Finanzpolitik der Schweiz für die nächsten Jahre. Wir rühmen uns ja, dass wir die Corona-Situation hervor-



ragend gemeistert haben. Das ist so. Aber die Restanzen, die jetzt zu bewältigen sind, sind die Schulden. Ich glaube, es ist ein wichtiges Signal, wie der Rat und die Schweiz mit diesen Schulden umgehen. Um es noch einmal in Erinnerung zu rufen: Wir werden Ende dieses Jahres auf dem Amortisationskonto einen Bestand an Schulden von etwa 26 Milliarden Franken haben. Es ist zu berücksichtigen, dass das Konto Ende 2019 durch die ausserordentlichen Erträge der letzten Jahre einen positiven Saldo von etwa 5 Milliarden Franken hatte. Die effektiven Nettoausgaben der Corona-Zeit sind also etwa 5 Milliarden Franken höher als das, was jetzt auf diesem Konto ausgewiesen wird, denn 5 Milliarden Franken wurden sozusagen durch die Überschüsse bis 2019 bereits abgebucht.

Es ist dabei zu berücksichtigen, dass wir auch 2023 noch einmal ausserordentliche Ausgaben planen. Wir unterbreiten Ihnen das im Budget. Es ist nicht möglich, die Zahlungen für die Schutzsuchenden aus der Ukraine im ordentlichen Budget zu verbuchen. Auch für 2023 werden wir diese Ausgaben daher ausserordentlich beantragen müssen. Damit

AB 2022 S 699 / BO 2022 E 699

vergrössert sich der negative Saldo des Amortisationskontos noch einmal um die im nächsten Jahr zu tätigen Ausgaben.

Das ist die Situation. Gemäss geltendem Finanzhaushaltsgesetz ist jetzt dieser negative Saldo von 26 Milliarden Franken innerhalb von sechs Jahren abzuführen. Wir alle wissen, dass das nicht geht. Daher unterbreiten wir Ihnen diese Änderung des Finanzhaushaltsgesetzes. Das Parlament kann diese Frist verlängern.

Die Haltung des Bundesrates in dieser Diskussion über die Differenz zum Nationalrat ist folgende: Ausgangspunkt ist das Jahr 2019. Wir schauen nicht zurück. Im ausserordentlichen Bereich sind die Schulden ab diesem Datum zu tilgen. Die Differenz, die wir besprechen werden, ist die, dass eine Minderheit und der Nationalrat sagen: "Wir nehmen das, was wir in der Vergangenheit an Überschüssen erwirtschaftet haben, jetzt noch dazu." In der Buchhaltung, rein zahlenmässig, macht es nicht einmal so viel aus, auf welchem Konto diese Schulden sind. Aber in einer Zeit wie heute ist es wichtig, ein Signal zu setzen, also zu signalisieren, dass wir eine klare Finanzpolitik haben, mit der wir diese Schulden abbauen und nicht zurückschauen. Das ist gerade jetzt wichtig, obwohl wir sehr, sehr viele Unsicherheiten haben, das gebe ich ja durchaus zu.

Wir haben die Bankenkrise ordentlich gemeistert, wir haben die Corona-Krise ordentlich gemeistert, mit den Schulden, die jetzt bleiben. Wir haben, als wir die Botschaft geschrieben haben, gesagt, dass wir die Schulden abbauen müssen, denn die nächste Krise kommt bestimmt. Jetzt sind wir schon drin, viel früher, als wir es uns vorgestellt haben. Wir sind in einer Energiekrise, vielleicht, die den Staat auch wieder fordern wird. Wir haben den Krieg gegen die Ukraine einzubeziehen. Wir haben eine Inflation, die besorgniserregend ist und zu einer weltweiten Rezession führen kann, mit entsprechenden wirtschaftlichen Auswirkungen. Und wir haben die Nationalbank hier noch eingeplant. Wenn wir jedoch das Resultat von Mitte Jahr und die Entwicklungen der letzten Monate nehmen, wird die Nationalbank keinen Gewinn ausschütten können, auch nicht diesen minimalen Betrag von 2 Milliarden Franken.

Das alles kommt jetzt zusammen. Gerade deshalb, meine ich, wäre es wichtig, dass wir jetzt sagen: "Doch, wir stehen zu diesem Kurs, den wir in den letzten Jahren gefahren sind, und bauen diese Schulden ab." Es ist ja nicht ausgeschlossen – welche Lösung wir auch immer wählen –, dass wir irgendwann darauf zurückkommen und das noch einmal beurteilen müssen. Aber meiner Ansicht nach wäre es ein Signal, dass wir diese Schulden jetzt abbauen, dass wir jetzt starten und nicht noch Überschüsse, die in der Vergangenheit irgendwo in Statistiken aufgeführt sind, zu Hilfe nehmen, um das abzubuchen. Es sind ja nur Statistiken, die wir führen. Auf dem Ausgleichskonto liegt kein Geld, nicht ein roter Rappen, sondern das ist einfach die Statistik des ordentlichen Bundeshaushalts, und darauf zurückzugreifen, wäre irgendwo ein Signal, dass wir bereit sind, in der Finanzpolitik die Zügel zu lockern.

Ich glaube, es wäre gerade jetzt ein wichtiges Signal sowohl gegenüber der Wirtschaft als auch gegenüber den Kantonen, dass der Bund nicht für alles und jedes zur Kasse gebeten werden kann. Wir müssen jetzt eine Lösung finden, weil wir alle Probleme, die wir nicht lösen, einfach unseren Nachfolgern überlassen. Das Kind, das heute Morgen in den Kindergarten gegangen ist, wird einmal dafür verantwortlich sein. Das kann nicht unsere Politik sein, sondern wir müssen versuchen, hier Lösungen zu finden, auch wenn diese sehr schmerzhaft sein können. Wir müssen uns dazu zwingen, Prioritäten zu setzen und zu überlegen, was wirklich und tatsächlich notwendig ist und was nur "nice to have" ist. Diese rote Linie müsste meiner Meinung nach heute eigentlich bestätigt werden.

Wir haben in den letzten Jahren mit der Schuldenbremse eine Finanzpolitik gehabt, um die wir eigentlich von allen Staaten der Welt beneidet werden. Die Schuldenbremse hat zu dieser guten Situation geführt. Wenn wir jetzt zurückblicken und etwas mischen, kommt da niemand mehr so ganz draus. Wir tun so, als hätten wir



weniger Schulden. Aber Schulden bleiben Schulden, auf welchem Konto sie auch immer sind. Daher möchte ich Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten. Wir werden das ja noch diskutieren. Ich möchte Sie bitten, dem Entwurf des Bundesrates zu folgen und zu sagen: Doch, wir starten, wir bauen diese Schulden ab. Wir haben diesen Entwurf gemacht und gehen davon aus, dass wir mit unserem Budget immer noch jährlich etwa eine Milliarde Franken Überschuss erzielen können, einfach weil der Rahmen uns vorgibt, so zu budgetieren. Dieses Jahr fehlt uns möglicherweise der angestrebte Betrag der Schweizerischen Nationalbank. Wie die nächsten Jahre aussehen werden, das werden wir dann sehen, das müssen wir dann noch einmal anschauen. Aber jetzt schon die Segel zu streichen, auf anderes zurückzugreifen, würde, glaube ich, zu Irritation führen und etwas das Vertrauen in die Finanzpolitik erschüttern.

Es haben sich jetzt diese Schulden von 26 Milliarden Franken angehäuft. Die sind wieder abzubauen, und ich würde Sie bitten, auf die Vorlage so einzutreten. Das müssen Sie fast, sonst gilt eine Abbaufrist von sechs Jahren, und das geht nicht. Wir verfolgen eine Linie, die sich in der Vergangenheit bewährt hat, auch wenn wir zugegebenermassen im Moment nicht konkret das Ende absehen können. Aber das können wir auch bei jeder anderen Lösung nicht, weil wir einfach Unsicherheiten haben. Diese Unsicherheiten erschweren unsere Planung. Aber mit der Lösung des Bundesrates können wir unser Ziel anvisieren.

Also noch einmal: Die Diskussion hat für mich ein Stück weit symbolischen Charakter für die Finanzpolitik in der Öffentlichkeit, gegenüber unseren Bürgerinnen und Bürgern und auch gegenüber unseren Unternehmen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesgesetz über den eidgenössischen Finanzhaushalt (Abbau der Corona-bedingten Verschuldung) Loi sur les finances de la Confédération (Réduction de l'endettement lié au coronavirus)

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress; Ziff. I Einleitung; Art. 3 Abs. 6 Bst. b; 8a Abs. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule; ch. I introduction; art. 3 al. 6 let. b; 8a al. 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 17b Abs. 4bis

Antrag der Minderheit

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Weist das Ausgleichskonto einen Überschuss von mehr als 6 Prozent der Gesamtausgaben aus, wird der darüber hinausgehende Betrag zur Verminderung des Fehlbetrags des Amortisationskontos verwendet.

Art. 17b al. 4bis

Proposition de la minorité

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Lorsque le compte de compensation enregistre un excédent de plus de 6 pour cent des dépenses totales, le surplus est utilisé pour réduire le découvert du compte d'amortissement.

Herzog Eva (S, BS): Wie jetzt eben von der Präsidentin und auch von Bundesrat Maurer schon ausgeführt würde, haben

AB 2022 S 700 / BO 2022 E 700

wir es heute mit einer Veränderung der Regeln der Schuldenbremse zu tun. Diese wurde im Jahr 2000 eingeführt. Im Jahr 2010 gab es mit der Einführung der Ergänzungsregel und des Amortisationskontos bereits



eine Änderung im Finanzhaushaltsgesetz. Sprich: Seit dann müssen auch Ausgaben, die ausserordentlich getätigt werden, kompensiert werden; auch diese aufgelaufenen Schulden müssen abgebaut werden. Deshalb müssen wir überhaupt über Corona-Schulden diskutieren.

Die Präsidentin der Finanzkommission hat es gesagt: Wenn es nötig ist, müssen wir Änderungen vornehmen. Was die Minderheit beantragt, wäre auch eine grundsätzliche Änderung. Es wäre eine grundsätzliche Änderung an der Regel, nicht nur eine befristete, wie sie heute besteht.

Die Situation, die wir heute haben, präsentiert sich so: Auf dem Amortisationskonto haben wir einen grossen Fehlbetrag, minus 26 Milliarden Franken. Auf dem Ausgleichskonto haben wir gut 23 Milliarden Franken Überschuss. Entscheidend für die Veränderung des Schuldenstandes seit der Einführung der Schuldenbremse ist die Summe bzw. der Saldo dieser beiden Konten. Wenn Sie diesen Saldo berechnen, dann stellen Sie fest, dass sich die Verschuldung der Schweiz seit Einführung der Schuldenbremse um 2,5 Milliarden Franken verschlechtert hat. Es geht eben um den Saldo dieser beiden Konten, nicht um 26 Milliarden Franken.

Diese Verrechnung kann man aber nicht einfach so machen. Meine Minderheit beantragt eine Verrechnung mit dem Amortisationskonto, wenn so hohe Beträge auf dem Ausgleichskonto sind. Natürlich würde man immer ein gewisses Polster lassen. Das wird hier beantragt.

Ich fand jetzt interessant, von Bundesrat Maurer in seinem Votum zu hören: Schulden bleiben Schulden, auf welchem Konto sie auch immer sind. Ja, das finde ich auch. Diese Verrechnung der beiden Konten dürfen wir nach bestehenden Regeln nicht machen. Das wäre aber vernünftig, denn für die Veränderung des Schuldenstandes ist nicht nur entscheidend, was auf dem Amortisationskonto liegt – in Form eines Fehlbetrags wie heute –, sondern auch, was auf dem Ausgleichskonto liegt. Man sollte das verrechnen dürfen.

Das ist aber eine Grundsatzdebatte, und ich finde auch, dass wir heute das Problem lösen sollten, das wir haben. Ich finde, das ist eine grundsätzliche Diskussion, die wir ein andermal führen können, vielleicht verstehen wir auch den Meccano unserer Schuldenbremse ein bisschen besser.

Da ich sowieso nicht die Illusion habe, dass dieser Antrag durchkommt, und es mir sinnvoll erscheint, dass wir jetzt einmal die Situation bereinigen, die wir heute haben, ziehe ich den Minderheitsantrag in dieser Form zurück. Ich werde mir überlegen, damit ein Postulat oder eine Motion zu machen.

Präsident (Hefti Thomas, Präsident): Möchte sich die Berichterstatterin noch äussern?

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Je prends note du retrait de cette proposition de minorité.

Il est vrai que la commission avait relevé que cela consistait à introduire une disposition permanente dans la loi. Au niveau de cette modification, cela ne semblait pas véritablement adéquat puisqu'on n'avait pas eu la possibilité d'avoir une consultation et d'analyser de manière approfondie les conséquences.

La proposition défendue par la minorité Herzog Eva avait été rejetée en commission par 8 voix contre 4 et 1 abstention. Il s'agissait aussi d'un rejet sur la forme, en demandant que cela puisse être examiné de manière plus approfondie. Je considère effectivement que cette proposition est retirée et qu'il ne reste désormais plus que la proposition de la majorité.

Präsident (Hefti Thomas, Präsident): Der Antrag der Minderheit ist zurückgezogen worden. Die Mehrheit hat keinen Antrag gestellt.

Art. 17c Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 17c al. 1bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Nous parlons, à l'article 17c alinéa 1bis, d'une adaptation visant à simplifier les processus en donnant la possibilité de réaliser des économies préventives. Ces économies ont déjà été réalisées en application du droit en vigueur. Elles ne peuvent avoir lieu que dans le cadre de l'adoption du budget. Mais, en pratique, elles sont parfois prises dans l'approbation du compte d'Etat. Il a été proposé que ces économies préventives puissent être décidées aussi bien lors de l'approbation du budget que lors de l'approbation du compte d'Etat, ce qui a du sens et correspond à la réalité. La commission a adhéré à la décision du Conseil national.



Angenommen – Adopté

Art. 17e

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit I

(Hegglin Peter, Carobbio Guscetti, Gapany, Herzog Eva, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit II

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 17e

Proposition de la majorité

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité I

(Hegglin Peter, Carobbio Guscetti, Gapany, Herzog Eva, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité II

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Art. 66d

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

Streichen

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit I

(Hegglin Peter, Carobbio Guscetti, Gapany, Herzog Eva, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Abs. 1

... des Ausgleichskontos um die Hälfte reduziert.

Antrag der Minderheit II

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Abs. 1

... des Ausgleichskontos um den positiven Stand des Ausgleichskontos reduziert.

AB 2022 S 701 / BO 2022 E 701



Art. 66d

Proposition de la majorité

Al. 1

Biffer

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité I

(Hegglin Peter, Carobbio Guscetti, Gapany, Herzog Eva, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Al. 1

... est débitée du compte de compensation.

Proposition de la minorité II

(Herzog Eva, Carobbio Guscetti, Thorens Goumaz, Zanetti Roberto)

Al. 1

Avec le premier compte d'Etat après l'entrée en vigueur de cette modification, le découvert du compte d'amortissement est réduit du solde positif du compte de compensation à la charge du compte de compensation.

Präsident (Hefti Thomas, Präsident): Wir behandeln die Artikel 17e und 66d gemeinsam, da es sich um ein Konzept handelt.

Gapany Johanna (RL, FR), pour la commission: Il s'agit, à cet article, de l'utilisation du compte de compensation. C'est le sujet qui a été le plus discuté. Je vous ai déjà résumé la discussion qui a eu lieu. Je n'y reviens pas en détail. Je rappelle encore que la commission s'est vu soumettre six propositions dont une a été retirée. Elle a finalement décidé de suivre le Conseil fédéral, soit de ne pas utiliser les excédents passés.

Je rappelle aussi que la version du Conseil national a été complètement abandonnée au profit d'une proposition très légèrement adaptée, qui correspond dans le dépliant à la minorité I (Hegglin Peter). Cette proposition règle le problème d'interprétation au sujet du solde du compte de compensation. Selon la version du Conseil national, il est précisé à l'article 66d alinéa 1: "Dans le premier compte d'Etat suivant l'entrée en vigueur de la présente modification, la moitié du découvert du compte d'amortissement est débitée du compte de compensation, pour autant que le solde de ce dernier soit suffisant." Ce point n'est pas repris dans la proposition de la minorité I parce qu'il a été jugé superflu par la majorité de la Commission des finances. Dans l'hypothèse où le Conseil national maintiendrait sa version, la majorité de la commission a considéré que cet alinéa était à comprendre comme suit: si le solde du compte de compensation est inférieur à la moitié du découvert du compte d'amortissement, alors le compte d'amortissement sera bonifié du solde total du compte de compensation, et le compte de compensation aura un solde nul.

Le but, dans l'hypothèse où le compte de compensation serait inférieur à la moitié du compte d'amortissement, est d'utiliser cette part disponible. En fin de compte, l'objectif visé n'est pas d'utiliser cette partie si, et seulement si, le compte de compensation est supérieur ou égal à la moitié du compte d'amortissement. Comme je vous l'ai indiqué précédemment, avec la version adaptée par la minorité I (Hegglin Peter), ce problème serait résolu. La majorité de la commission vous recommande de soutenir le projet du Conseil fédéral.

Si des éléments supplémentaires surviennent durant le débat, j'interviendrai à nouveau, mais sinon vous avez, selon la commission, tous les éléments nécessaires à disposition.

Hegglin Peter (M-E, ZG): Für mich war Eintreten bei diesem Geschäft unbestritten, weil wir den hohen Fehlbetrag auf dem Amortisationskonto nicht gemäss geltendem Finanzhaushaltgesetz verträglich abbauen könnten. Deshalb habe ich zu Beginn auch das Wort nicht gewünscht, aber erlauben Sie mir doch zusätzlich zwei, drei Bemerkungen.

Es wurde gesagt, Ende 2022 werde der Fehlbetrag 26 Milliarden Franken hoch sein. Es ist aber zu berücksichtigen, dass dieser Fehlbetrag nicht mit den zusätzlichen Bruttoschulden des Bundes deckungsgleich ist. Er ist auch nicht deckungsgleich mit den getätigten ausserordentlichen Ausgaben zur Bewältigung der Corona-Pandemie. Diese betragen 36 Milliarden Franken, also wesentlich mehr. Das Amortisationskonto ist quasi nur eine Schattenrechnung, in welcher auch andere Finanzflüsse abgebildet werden. Das Amortisationskonto hatte nämlich vor der Corona-Krise einen positiven Saldo von 4,3 Milliarden Franken. Dieser wurde mit eingerechnet.



Den Fehlbetrag von 26 Milliarden Franken in sechs Rechnungsjahren über den Voranschlag abzuschreiben – das ist der wesentliche Unterschied beim bundesrätlichen Entwurf –, würde bei einer Aufteilung auf die sechs Jahre heissen, dass jährlich 4,3 Milliarden Franken eingespart werden müssten. Also müssten wir in der Debatte zum Budget des kommenden Jahres 4,3 Milliarden Franken einsparen. Das sind bei einem Budget des Bundes von 80 Milliarden Franken 5 Prozent. Aber wir wissen ja, dass zwei Drittel der Bundesausgaben gebundene Ausgaben sind. Nur dort können wir sofort und direkt sparen, für alles andere braucht es Gesetzesanpassungen. Das würde heissen, dass in diesem Bereich die Einsparung dann eher bei 10 oder 15 Prozent liegen würde. Solche Kürzungen sind einfach nicht möglich, und auch eine Erstreckung der Frist würde dieses grosse Problem nicht einfach lösen.

Ich habe mit einer Motion versucht, diesen Spardruck abzuschwächen, indem ich sagte, die Hälfte des Amortisationskontos solle mit dem Saldo des Ausgleichskontos verrechnet werden. Es blieben immer noch 13 Milliarden Franken, und diese auch wieder über das Budget abzuschreiben, hätte einen Spardruck im Umfang von über einer Milliarde Franken pro Jahr ausgelöst. Auch das ist nicht möglich, nicht sinnvoll. Sie kennen die Situation: Nach Corona haben wir jetzt eine Energiekrise, und es gibt zusätzliche Belastungen für die Wirtschaft. Uns dann eben noch zusätzliche Sparmassnahmen aufs Auge zu drücken, wäre nicht vernünftig gewesen. Deshalb habe ich die Motion zurückgezogen.

Der Bundesrat ist jetzt einen Schritt weiter gegangen. Der ursprüngliche Gedanke der Schuldenbremse ging dahin, die zusätzliche Verschuldung aktiv abzubauen. Das wird jetzt temporär abgeändert. Der Bundesrat beantragt, die Amortisation über nicht verwendete Kredite der Verwaltung nach der Rechnungslegung des vergangenen Jahres und mit ausserordentlichen Einnahmen, zum Beispiel der SNB-Gewinnausschüttung, zu bewerkstelligen. Das ist der Weg des Bundesrates, der über Kreditreste und nicht über das Budget führt.

Ich finde, das ist ein sehr, sehr wesentlicher Unterschied. Wie gesagt, es erleichtert die Budgetierung für die kommenden Jahre. Nur werden Zusatzausschüttungen der SNB von 1,3 Milliarden Franken und Budgetunterschreitungen wie in den vergangenen Jahren von rund einer Milliarde Franken wahrscheinlich in nächster Zeit schwer möglich sein, es wird also schwer möglich sein, dies einzubuchen. Der Bundesrat sieht deshalb auch schon eine Verlängerung der Amortisationsfrist vor, wenn notwendig bis 2039. Man muss sich das vor Augen führen: Die Amortisation der Corona-Schulden von 2020, 2021 und 2022 würde bis ins Jahr 2039 in den Büchern fortgeschrieben. Das macht in meinen Augen eben auch keinen grossen Sinn: Das sind fast zwanzig Jahre. Und wie gesagt, wenn es mit der SNB schwierig wird und die Budgetunterschreitungen weniger als eine Milliarde Franken pro Jahr betragen werden, dürfte es wahrscheinlich auch bis 2040 nicht reichen, diesen Betrag zu amortisieren.

Deshalb hat meine Minderheit diesen Antrag eingereicht. Er orientiert sich am Beschluss des Nationalrates, der besagt, wir sollten die Hälfte des Amortisationskontos mit dem Ausgleichskonto verrechnen. Das wären 13 von 26 Milliarden Franken. Auf dem Ausgleichskonto liegen aktuell 23 Milliarden Franken; die Präsidentin hat es gesagt. Das würde heissen, dass auf diesem Ausgleichskonto immer noch 10 Milliarden Franken verbleiben würden. Ich meine, auf diesem Ausgleichskonto sollte auch ein Betrag verbleiben müssen. Es braucht dort nämlich auch gewisse Reserven. Negative Jahresabschlüsse werden dem Ausgleichskonto belastet, und wenn das Ausgleichskonto negativ wird, muss der Betrag auch über das Budget wieder amortisiert werden. Es braucht

AB 2022 S 702 / BO 2022 E 702

dort also eine Reserve. Dann ist es auch nicht sinnvoll, den gesamten Betrag zu verrechnen.

Die Frage ist jetzt noch: Soll man das machen oder nicht? Der Bundesrat hat gesagt, nein, man solle nur die zukünftigen Kreditreste einbeziehen und die Kreditreste der vergangenen Jahre aussen vor lassen. Ich meine aber, wir können sehr wohl einen Teil über die vergangenen Jahre abbuchen. Hätten wir nämlich die Corona-Ausgaben nicht als ausserordentlich bezeichnet, sondern über die ordentliche Rechnung abgewickelt, wäre die Jahresrechnung ja auch negativ gewesen. Das negative Jahresergebnis wäre dem Ausgleichskonto belastet worden. In diesem Fall wäre das Ausgleichskonto durch die defizitären Abschlüsse für die Jahre 2020, 2021 und allenfalls auch 2022 reduziert worden. Das haben wir nicht gemacht, weil wir diese Ausgaben als ausserordentlich bezeichnet haben, wir haben sie also dem Amortisationskonto belastet. Auch aus diesem Grund meine ich, man könnte sehr wohl 50 Prozent des Amortisationskontos mit dem Ausgleichskonto verrechnen.

Es gibt den Spruch: Spare in der Zeit, so hast du in der Not. Das ist für mich auch ein Anhaltspunkt dafür, das, was wir beim Ausgleichskonto gespart haben, jetzt in der Krise einzusetzen.

Ich sehe es nicht so psychologisch wie der Bundesrat, der sagt, wenn wir nichts verrechnen würden, sei der Spardruck grösser. Das ist eben nicht der Fall. Es gibt keinen Spardruck über das Budget, das sind nur Kreditreste. Ich sehe es psychologisch anders: Wenn man den Fehlbetrag auf dem Amortisationskonto lang



und länger und mit höheren Beträgen fortschreibt, gewöhnt man sich mit der Zeit an die hohen Fehlbeträge. Das finde ich eher problematisch. Ich finde, Budgets und Bilanzen sollten bereinigt werden. Das sieht ja jedes Unternehmen so, und ich bin auch privat dieser Meinung. Wir sollten keine Altlasten aus lang vergangener Zeit in die Zukunft fortschreiben. Der Antrag der Minderheit I (Hegglin Peter) möchte daher erreichen, dass das Amortisationskonto bis spätestens 2031 bereinigt ist.

Demzufolge empfehle ich Ihnen, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen, mit der abschliessenden Bemerkung, dass diese Regelung natürlich nur temporär ist. Wir müssen und wollen die Schuldenbremse zukünftig wie in der bisherigen Form und Fassung fortschreiben, d. h. eben restriktiv sein. Das Bundesbudget muss dann immer ausgeglichen sein, wenn wir es verabschieden. Das hat uns ja auch die Möglichkeit gegeben, im Rahmen der Corona-Massnahmen dermassen grosszügig zu sein.

Ich empfehle Ihnen natürlich auch, möglichst bald zur Normalität zurückzukehren und nicht alles als ausserordentlich zu taxieren. Der Herr Bundesrat hat es vorhin schon erwähnt: Die Massnahmen für die Ukraine-Flüchtlinge müssen ausserordentlich sein, aber irgendwo sollten wir damit aufhören. Wenn wir auch noch alles, was jetzt noch mit Energie ansteht, als ausserordentlich beurteilen, dann, finde ich, kommen wir vom guten Weg ab, den wir in der Vergangenheit hatten, und werden in der Finanzpolitik einfach viel legerer.

Ich empfehle Ihnen demzufolge, meiner Minderheit I zu folgen und damit auch die Differenz zum Nationalrat klein zu halten, damit wir das Geschäft zügig beschliessen können.

Herzog Eva (S, BS): Zu meinem Minderheitsantrag II: Wir haben drei Varianten. Was ist der Unterschied zwischen den drei Varianten? Ich versuche es auch noch, das darzulegen. Ich gehe absolut einig mit Kollege Hegglin, dem Sprecher der Minderheit I, der die Variante des Nationalrates vertreten hat: Für die Budgetierung der nächsten Jahre spielt es keine Rolle, welche Variante wir wählen. Es spielt keine Rolle. Alle drei Varianten sind in Bezug auf die Budgetierung gleich. Warum dies? Es begründet sich mit dem eingefügten Artikel 17e, der für den Abbau der Corona-bedingten Verschuldung befristet festlegt, dass die Überschüsse im ordentlichen Haushalt, also auch die Kreditreste, nicht auf das Ausgleichskonto, sondern auf das Amortisationskonto fliessen. Deshalb muss zum Abbau des Fehlbetrags auf dem Amortisationskonto kein gewollter Überschuss im ordentlichen Budget vorgesehen werden. Es geht um die Sparprogramme, die Kollege Hegglin vorhin erwähnt hat. Wenn ein Überschuss budgetiert werden müsste, würde dies den Handlungsspielraum verkleinern, und wir müssten Sparpakete schnüren. Das ist bei allen drei Varianten so, auch bei der Variante des Bundesrates und jener der Mehrheit der Finanzkommission.

Mit der Umsetzung von Artikel 17e und mit den ausserordentlichen Ausschüttungen der Nationalbank sollen die Fehlbeträge auf dem Amortisationskonto abgebaut werden. Es wird angenommen, dass diese ausserordentlichen Ausschüttungen über die geltende Vereinbarung mit der SNB hinaus fortgesetzt werden. So wurde zumindest die Fristverlängerung der Varianten des Bundesrates und des Nationalrates berechnet. Dass diese Ausschüttungen eintreffen, hat Bundesrat Maurer vorhin auch schon in Zweifel gezogen.

Zum Unterschied: Im Antrag der Minderheit I (Hegglin Peter) wird der zusätzliche Teil der vergangenen Überschüsse mit den Schulden verrechnet. Im Antrag der Minderheit II (Herzog Eva) wird der gesamte Betrag, der auf dem Ausgleichskonto liegt, mit dem Fehlbetrag auf dem Amortisationskonto verrechnet.

Folgende Frage haben wir in der Finanzkommission ausführlich diskutiert: Stimmt es, dass bei den Minderheitsvarianten weniger Schuldenabbau betrieben wird, wie die Mehrheit und Bundesrat Maurer sagen? Er hat auch vorhin wieder gesagt, er wolle eine strenge Variante, die Schulden müssten abgebaut werden.

Damit ich mir das irgendwie vorstellen kann, um das irgendwie nachvollziehen zu können, habe ich mir eine Tabelle gemacht. Wenn es für die Veränderung des Schuldenstands des Bundeshaushalts seit Einführung der Schuldenbremse entscheidend ist, was die Summe aus den beiden Konten, eben aus dem Ausgleichs- und dem Amortisationskonto, ist, dann kommt es bei allen drei Varianten auf dasselbe heraus. Die Tabelle zeigt, dass alles auf dasselbe herauskommt, wenn die Annahmen stimmen, wenn man künftige Überschüsse und vergangene Überschüsse unterschiedlich verrechnet. In allen drei Varianten werden für den Schuldenabbau Kreditüberschüsse und ausserordentliche Ausschüttungen verwendet und sonst nichts.

Unterschiedlich ist dann aber natürlich, wie diese Tabelle zeigt, die Entwicklung auf den beiden Konten. Bei der Variante des Bundesrates bleibt auf dem Ausgleichskonto einfach dieselbe Summe stehen; man darf ja nicht verrechnen. Die 23,5 Milliarden Franken, dieser Berg, bleiben da. Bei der zweiten Variante, dem Minderheitsantrag I (Hegglin Peter), wird ein Teil verrechnet, und bei meiner Variante geht das Ausgleichskonto sofort auf null.

Klar, die Veränderungen auf dem Amortisationskonto sind in den Varianten auch unterschiedlich. Bei der Variante Bundesrat geht es ganz langsam, weil der Schuldenstand nur mit Kreditüberschüssen und ausserordentlichen Ausschüttungen, so sie denn eintreffen, abgebaut wird; das geht ewig lang. Beim Minderheitsantrag I



geht es schneller und bei meinem Minderheitsantrag natürlich noch schneller.

Jetzt finde ich es wirklich noch schwierig: Dies sind alles Modelle. Wenn die Annahmen eintreffen, welche diesen Varianten zugrunde liegen, dann ist es wie gesagt so, dass der Handlungsspielraum für die Budgetierung in den nächsten Jahren bei allen drei Varianten derselbe ist. Da ändert sich gar nichts. Was die Beträge auf den Konten sind, spielt keine Rolle, das ist einfach die Schattenbuchhaltung der Schuldenbremse. Die Summe der beiden Konten ist immer gleich hoch, das ist wirklich eine Verrechnung, und der Handlungsspielraum im Budget ist derselbe.

Wenn wir das verabschieden, haben wir gesetzlich nach dem heutigen Tag alles geregelt, was die Beseitigung des Fehlbetrags auf dem Amortisationskonto betrifft. Was ich jetzt noch interessant finde: Vorhin hat Kollege Hegglin gesagt, wenn man die Corona-Ausgaben nicht ausserordentlich, sondern ordentlich verbucht hätte, wäre man jetzt da, wo meine Variante sei. Ordentlich verbuchen würde also heissen, Fehlbeträge, die es gegeben hätte, mit dem Ausgleichkonto zu verrechnen, da darauf ja 23 Milliarden Franken sind. Dann wäre man da jetzt einfach betraglich unten. Auf dem Amortisationskonto hätte man kaum etwas angehäuft, wir müssten

AB 2022 S 703 / BO 2022 E 703

gar nichts tun. Aber das ist theoretisch, weil wir das nicht dürfen. Wir dürfen Defizite aufgrund der Schuldenbremse nicht im ordentlichen Budget budgetieren, deshalb mussten wir es so machen.

Für diejenigen, die mir jetzt schon nicht mehr folgen: Ich finde es an sich sehr interessant – das darf man nicht, das sind Dinge, die man nicht darf. Es ist zwar nur eine Schattenrechnung, trotzdem darf man nicht jede Verrechnung machen, und deshalb müssen wir heute überlegen, wie wir mit dem Fehlbetrag auf dem Amortisationskonto umgehen und diesen abbauen.

Jetzt ist es aber so: Das sind ja nur die theoretischen Annahmen. Wenn der Handlungsspielraum bei der Budgetierung der nächsten Jahre bei allen drei Varianten der gleiche wäre, dann könnten wir jetzt zur Tagesordnung übergehen. Aber auf lange Sicht ist er eben trotzdem unterschiedlich. Wenn die ausserordentlichen Ausschüttungen der Nationalbank ausbleiben, wenn die Kreditreste nicht im erwarteten Ausmass eintreffen, dann wird die vorgesehene Frist für die Begleichung des Fehlbetrags auf dem Amortisationskonto nicht reichen. Obwohl im Legislaturplan vorgegeben ist, dass wir weder Sparprogramme beschliessen noch die Steuern erhöhen sollen, wäre das dann nicht zu vermeiden. Wir stünden also vor der Diskussion, für den Abbau der Corona-Schulden Sparprogramme beschliessen und Sparpakete schnüren zu müssen, obwohl wir bereits mitten in der nächsten Krise sind. Die Ausgaben, die auf uns zukommen, wurden uns ja schon verschiedentlich vor Augen geführt. Es ist wahrscheinlicher, dass die ausserordentlichen Ausgaben in den nächsten Jahren zunehmen, als dass sie abnehmen. Es wird also ungemütlich.

Warum lege ich Ihnen ans Herz, trotzdem meiner Minderheit II zuzustimmen, auch wenn sich für die nächsten Jahre vielleicht mit keiner Variante etwas ändert? Mein Minderheitsantrag II schafft eben auf mittlere und längere Frist den Spielraum, dass wir überhaupt realistisch budgetieren, planen und unseren Haushalt steuern können. Mein Minderheitsantrag II verschafft uns den Spielraum, um mit verschiedenen Situationen – versiegenden Quellen bei der Nationalbank, weniger Kreditresten, zusätzlichen Ausgaben – umzugehen. Kollege Hegglin hat es schon gesagt: Wenn wir diese Verrechnung zehn, fünfzehn Jahre weiterführen, dann wird das irgendwann niemand mehr verstehen, und es ist für die Budgetdisziplin auch tatsächlich nicht förderlich.

Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag meiner Minderheit zuzustimmen. Sie zieht einen Strich, was die tatsächliche Veränderung des Schuldenstands seit Einführung der Schuldenbremse angeht. Sie verrechnet nämlich die beiden Konten, das Amortisations- und das Ausgleichkonto. Das ist genau dasselbe, wirklich genau dasselbe. Manchmal wird gesagt, das sei nur Statistik. Dann wird wiederum gesagt, wir müssten unbedingt Schulden abbauen. Tatsache ist: Es ist eine Statistik. Das Wesentliche am vorliegenden Vorschlag ist die Bestimmung in Artikel 17e Absatz 1: Für den Abbau des Fehlbetrags auf dem Amortisationskonto müssen keine Budgetreste budgetiert werden, sondern es dürfen einfach die Kreditüberschüsse verwendet werden, die sich zufällig ergeben.

Ich bitte Sie deshalb, hier einen Strich zu ziehen und diese Verrechnung zu machen, notfalls auch mit der Variante der Minderheit I (Hegglin Peter), welche besser ist als die Variante des Bundesrates. Wir hätten dann auch keine Differenz mehr zum Nationalrat. Die Variante des Bundesrates und der Mehrheit der Finanzkommission ist irgendwie zu optimistisch, was die Entwicklung der Ausgaben und Einnahmen anbelangt. Sie geht davon aus, dass wir nichts tun müssen, auf Überschüsse warten können und so die Schulden über zehn, fünfzehn Jahre abbauen werden. Auf dem Amortisationskonto bleibt ja einfach derselbe Betrag stehen, aber das ist eine Diskussion, die ich vielleicht dann einmal grundsätzlicher führen möchte.

Also nochmals: Ich bitte Sie, das alles nicht in die Zukunft zu verschieben, sondern – das wäre mir am liebsten – meiner Variante zuzustimmen und jetzt einen Strich zu ziehen. Auf die Veränderung der Schulden der



Schweiz hat das keinen Einfluss. Auch in meiner Variante werden mit Kreditresten und ausserordentlichen Ausschüttungen Schulden abgebaut. Wenn Ihnen das zu weit geht, bitte ich Sie, auf jeden Fall die Minderheit I (Hegglin Peter) zu unterstützen.

Würth Benedikt (M-E, SG): Wir haben eigentlich drei Anträge auf dem Tisch, zwei Minderheitsanträge und einen Mehrheitsantrag. Im Grunde genommen behandeln wir aber zwei Konzepte, dasjenige des Bundesrates und der Mehrheit und dasjenige der Minderheiten. Der Unterschied bei den Anträgen der beiden Minderheiten liegt einzig darin, dass sie unterschiedlich stark in das Ausgleichskonto eingreifen.

Eva Herzog hat gesagt, das Thema sei schwierig. Das mag uns auf den ersten Blick so erscheinen. Im Grunde genommen ist es aber nicht so komplex. Ich versuche, vier Grundsatzfragen in den Raum zu stellen, anhand derer ich Sie bitte, der Mehrheit zu folgen.

Zur ersten Frage: Die Vorlage trägt den Titel "Abbau der Corona-bedingten Verschuldung". Frau Herzog hat es bereits etwas angesprochen: Welche Variante trägt mehr oder weniger zum Schuldenabbau bei? Die Antwort ist einfach: weder noch. Die Variante der Minderheiten und die Variante des Bundesrates haben keinen unterschiedlichen Effekt hinsichtlich des Schuldenstandes. Denn das Konzept des Bundesrates, das besagt, dass man die Finanzierungsüberschüsse und die ausserordentlichen SNB-Ausschüttungen zum Abbau der Schulden verwendet, wird ja gutgeheissen. Die Minderheiten wollen einfach zusätzlich Zugriff auf das sogenannte Ausgleichskonto. Das bedeutet aber eben im Grunde genommen keinen Schuldenabbau. Das heisst im Grunde genommen, dass es egal ist, ob man es aus dem linken oder dem rechten Sack nimmt. Insofern muss ich Frau Herzog da vollkommen recht geben.

Die zweite Frage, die wir uns stellen müssen: Welchen Effekt hat denn dieser Rückgriff in die Vergangenheit, der Rückgriff auf dieses Ausgleichskonto? Diesen Punkt haben wir meines Erachtens bis jetzt noch nicht beleuchtet. Wir müssen uns vielleicht zuerst einmal die Frage stellen, was überhaupt die Funktion des Ausgleichskontos ist. Man sagt einfach: Dort hat es viel Geld, und dort kann man zugreifen. Das Ausgleichskonto hat aber eine Funktion. Es ist eigentlich ein Risikopuffer für unvorhersehbare Ausgaben in einem Rechnungsjahr. Und wir befinden uns in einer Zeit höchster Unsicherheit. Es wird mit Sicherheit ähnliche Übungen geben wie jetzt mit der Axpo.

Das ist meine Einschätzung. Das Gesuch der Axpo kam auch einfach über Nacht, und vielleicht stehen wir erst am Anfang unvorhersehbarer Ausgaben. Deshalb ist dieses Ausgleichskonto nicht einfach im Sinne von "l'art pour l'art" in der Rechnung, sondern es hat eine Funktion. Es muss unvorhersehbare Ausgaben auffangen können. Wir müssen uns deshalb bewusst sein: Wenn wir das Ausgleichskonto schmälern – die Minderheit will das –, dann schmälern wir auch den Risikopuffer für die Zukunft. Ich finde das unklug. Darum sollte man der Mehrheit und dem Bundesrat folgen.

Hinzu kommt, dass die von den Minderheiten vorgesehene Massnahme ein problematisches Präjudiz ist. Bundesrat Maurer hat es in der Eintretensdebatte bereits ausgeführt. Es entsteht tatsächlich der Eindruck, man habe hier eine Kasse, was aber sachlich nicht der Fall ist. Meine persönliche Erfahrung zeigt klar, was passiert, wenn sich dieser Eindruck verfestigt: In Zukunft werden neue Ideen kommen, was man auch noch sogenannt verrechnen könnte. Eine Verrechnung ist es ja eigentlich sowieso nicht. Man muss das Wort "Verrechnung", wenn es jetzt gebraucht wird, in Anführungs- und Schlusszeichen setzen. Das Präjudiz erachte ich als problematisch. Auch darum sollte man der Mehrheit und dem Bundesrat folgen.

Zur dritten Frage: Ist der Weg der Mehrheit und des Bundesrates finanzpolitisch härter als der Weg der Minderheiten? Ich sage klar Nein. Die Meinung von Bundesrat und Kommissionsmehrheit ist klar. Wir sind zuversichtlich, dass wir den Abbau der Corona-bedingten Schulden in Zukunft vornehmen können, mit den Finanzierungsüberschüssen und mit Sonderausschüttungen der SNB. Für den Fall, dass es nicht so ist, steht im Gesetz klar und eindeutig, dass der Bundesrat die Möglichkeit hat, die Frist zu verlängern. Wenn das auch nicht reicht, dann ist implizit klar, dass das

AB 2022 S 704 / BO 2022 E 704

Parlament diese Frist auch nochmals verlängern kann. Angesichts der in absoluten Werten vergleichsweise tiefen Verschuldung der Schweiz ist das vertretbar. Das ist finanzpolitisch kein Drama. Ich habe weder aus dem Votum von Kollege Hegglin noch aus jenem von Kollegin Herzog herausgehört, was mit der Frist bzw. Fristverlängerung wirklich das Problem sein soll.

Auf jeden Fall, das hat Kollegin Herzog deutlich und zu Recht gesagt, hat die Lösung des Bundesrates keine Veränderung des Budgetspielraums zur Folge; das haben wir wirklich einlässlich diskutiert. Wir nehmen eben diese Finanzierungsüberschüsse, wie sie denn anfallen, für diesen Schuldenabbau zur Hand und passen falls nötig die Fristen an. Aber – das ist in der Kommission deutlich geworden, und es ist wichtig, dass man das hier



zuhanden der Materialien sagt – es ist nicht mit zusätzlichen Budgetrestriktionen zu rechnen. Das ist wichtig, weil vorhin seitens der Sprecherin der Minderheit II (Herzog Eva) irgendwie der Eindruck entstanden ist, dass es hier letztlich um neue Budgetrestriktionen geht; diese Angst ist auch beim Konzept des Bundesrates unbegründet.

Wenn man diesen Schuldenabbau wirklich härter hätte betreiben wollen, dann hätte man beispielsweise die zurückgezogene Motion Hegglin Peter aufnehmen können. Diese hätte wirklich Budgetrestriktionen zur Folge gehabt, aber das Konzept des Bundesrates wie das Konzept der Minderheiten haben punkto Budgetspielraum keinen Einfluss.

Letztlich komme ich zur vierten und letzten Frage: Was ändert sich effektiv gegenüber dem Status quo? Nicht neu ist gegenüber dem Status quo, dass wir diese Sonderausschüttungen der Nationalbank für den Schuldenabbau einsetzen. Das ist auch richtig, da haben wir Konsens. Hier hat der Bundesrat auch einen Vorschlag Ihrer Finanzkommission übernommen, und das haben wir eigentlich auch schon einmal beschlossen. Neu ist ja eigentlich lediglich, wie wir inskünftige Finanzierungsüberschüsse verbuchen. Neu ist, dass der Bundesrat und die Mehrheit das über das Amortisationskonto machen wollen, das dort gutschreiben wollen, und dass wir so gesehen das sogenannte Ausgleichskonto einfrieren und damit diesen Risikopuffer, diesen Stossdämpfer für die Haushaltsteuerung also nicht verändern.

Ich betone es noch einmal: Ich glaube, dass die Schmälerung dieses Risikopuffers angesichts der Schwierigkeiten, die wir haben, angesichts der Grosswetterlage, die wir haben – eine Grosswetterlage, die direkte Einwirkungen auf den Haushalt, auf die Finanzsituation des Landes haben kann –, problematisch ist. Diese Schmälerung würde ich nicht vornehmen. Das machen aber die Minderheiten. Die Mehrheit macht das nicht. Darum bitte ich Sie auch, der Mehrheit zu folgen. Sie schaffen sonst, wie gesagt, ein problematisches Präjudiz, wenn Sie einen Rückgriff in die Vergangenheit machen und so tun, als hätten wir noch eine Kasse bei der Hand.

Folgendes möchte ich Ihnen auch noch in Erinnerung rufen: Wenn dann das Ausgleichskonto tatsächlich ins Minus gerät – das sehen Sie jetzt vielleicht als Theorie an; ich sehe es nicht so sehr als Theorie an –, dann greift effektiv die Sanktionsregel. Dann haben Sie eben eine Sanktionsregel. Dann müssen Sie, wie es im Gesetz festgeschrieben ist, Fehlbeträge im Ausgleichskonto in den Folgejahren mit Ausgabenkürzungen kompensieren. Das ist der direkte Effekt. Diese Norm im Finanzhaushaltsgesetz ändern wir nicht. Dazu gibt es keine Anträge. Aber das ist dann die Realität, das ist dann die Wirkung, wenn wir einmal im Ausgleichskonto bei null oder im Minus sind.

Darum bin ich schlussendlich zur Überzeugung gelangt – ich war in der ganzen Diskussion wirklich ergebnisoffen –, dass das Konzept des Bundesrates einfach, klar und finanzpolitisch solide ist. Dieses Konzept arbeitet mit der Zukunft und nicht mit den gehabten Freuden der Vergangenheit. Dieses Konzept hat auch eine gewisse Signalwirkung, und – ich glaube, das darf auch gesagt werden – dieses Konzept ändert an der Grundidee der Schuldenbremse weniger als das Konzept der Minderheiten. Da möchte ich Ihnen auch noch einmal Folgendes in Erinnerung rufen: 2001, als wir über die Schuldenbremse abgestimmt haben, hat das Schweizervolk mit 84,7 Prozent Ja gesagt. Man will also ebenfalls in der Bevölkerung weiterhin eine solide Finanzpolitik, die auch auf Vorsicht ausgerichtet ist.

Darum nochmals: Folgen Sie der Mehrheit, folgen Sie dem Bundesrat. Ich glaube, das ist die richtige Lösung in der Abwägung, die wir hier treffen müssen.

Ettlin Erich (M-E, OW): Ich bitte Sie auch, der Mehrheit zu folgen. Wir haben jetzt drei Ausführungen sowie die des Bundesrates gehört. Es sind ja sehr technische Ausführungen, und es ist wirklich nicht einfach zu verstehen. Klar ist, dass es sich um eine Schattenbuchhaltung handelt. Es ist kein Geld, sondern wir regulieren hier quasi ein Phantom. Aber es hat schon Auswirkungen auf die Zukunft, und das möchte ich doch auch noch aufzeigen.

Vielleicht noch zu einem Thema, das mich immer beschäftigt: Welches ist die richtige Schuldenhöhe? Es wurde gesagt, bei der Einführung der Schuldenbremse habe man die Schulden quasi eingefroren. Das war um das Jahr 2003 oder 2004, was auch immer. Damals lag die Schuldenhöhe bei 120 Milliarden Franken. Zwischenzeitlich fiel sie bisweilen unter 100 Milliarden und stieg dann wieder. Ist nun die Schuldenhöhe des Jahres des Inkrafttretens der Schuldenbremse die richtige Höhe? Auf dem Konzept, dass man wieder auf diese Höhe zurückgehen kann, beruhen ja zumindest teilweise die zwei Modelle der beiden Minderheiten. Ich meine – Kollege Würth hat es auch gesagt –, das ist Vergangenheit. Wenn wir jetzt einfach die Vergangenheit verwenden, um unsere Probleme der Gegenwart zu lösen, dann habe ich damit ein grundsätzliches Problem. Das sollten wir nicht tun.

Eigentlich füllt man diesen Schuldenstand eben wieder auf, zur Hälfte, gemäss Minderheit I (Hegglin Peter),



oder ganz, gemäss Minderheit II (Herzog Eva). Bei beidem stellt sich doch irgendwie die Frage, ob das richtig ist. Bei der Minderheit I habe ich ein Problem mit den 50 Prozent. Das ist doch willkürlich! Man könnte auch 30 oder 20 Prozent nehmen. Die zweite Hälfte steht dann für die nächste Krise bereit. Churchill sagte: "Never let a good crisis go to waste." In der nächsten Krise werden wir also die nächsten 50 Prozent verwenden. Was ist mit der dritten Krise? Das ist dann eine schlechte Krise. Da kommen wir an die Schallmauer, an die Grenze, denn dann haben wir das Ausgleichskonto geleert. Das ist das, was Kollege Würth gesagt hat. Was machen wir anschliessend? Dann wird es hart.

Wenn wir sagen, es spiele sowieso keine Rolle, welches Modell wir anwenden, dann bleiben wir doch konsequent, behalten die Schattenrechnung bei und bauen die Schulden, die mit dieser Krise aufgebaut wurden, vollständig ab. Es tut in den nächsten Jahren nicht weh, aber es ist ein klares Zeichen dafür, wie wir finanzpolitisch in die Zukunft gehen wollen. Wir lösen die Probleme der Gegenwart nicht mit Mitteln der Vergangenheit, auch nicht zulasten der zukünftigen Generation. Der Bundesrat hat das Kindergartenkind erwähnt; wir könnten auch die Kinder der Kindergartenkinder schon mit einbeziehen. Wir sollten das Problem jetzt lösen, mit klaren Voten und einem vollständigen Abbau, nicht mit Prozentzahlen, die man höher und tiefer ansetzen kann; dies auch im Hinblick auf die Probleme, die uns in der Zukunft noch ereilen werden. Deshalb bitte ich Sie, hier der Mehrheit zu folgen.

Präsident (Hefti Thomas, Präsident): Ich stelle fest, dass zwei Mitglieder der Kommission das zweite Mal sprechen wollen, ich möchte jedoch keine Kommissionsdebatte führen. Das Wort aus der Kommission und aus der Mitte des Rates wird nicht mehr verlangt; ich gebe es Herrn Bundesrat Maurer.

Maurer Ueli, Bundesrat: Wenn ich das Wort habe, ergreife ich es gerne.

Wir haben diese drei Vorschläge auf der Liste. Ich möchte noch einmal die Überlegungen des Bundesrates kurz darstellen. Der Bundesrat orientiert sich an der Schuldenbremse und der Ergänzungsregel. Die Schuldenbremse gibt vor, dass Einnahmen und Ausgaben, wir wissen das, im Gleichgewicht bleiben müssen. Er hat dazu zwei Ausnahmen geschaffen. Die eine ist der K-Faktor: In konjunkturell schlechten Zeiten

AB 2022 S 705 / BO 2022 E 705

darf sich der Bund verschulden. Mit einer schlechteren Konjunktur leben wir zurzeit. Weiter hat der Bundesrat das sogenannte Amortisationskonto geschaffen; alles Ausserordentliche wird auf diesem Amortisationskonto verbucht, um die Schuldenbremse nicht zusätzlich zu belasten, damit sich die Schuldenbremse eben mit dem ordentlichen Haushalt befassen kann. Über dieses Amortisationskonto sprechen wir jetzt.

Der Bundesrat hat dann noch das sogenannte Ausgleichskonto geschaffen, Herr Würth hat es dargelegt. Da werden Überschüsse und Defizite der ordentlichen Rechnung verbucht. Jetzt hatten wir eine gute wirtschaftliche Zeit, damit ist der Saldo dieses Ausgleichskontos gewachsen. Aber es kann natürlich in Zukunft ebenso passieren – da teile ich die Auffassung von Herrn Würth –, dass wir statt 2 Milliarden Franken Überschuss einmal 2 Milliarden Franken Defizit haben. Die wirtschaftliche Situation ist nun wirklich nicht sehr ermutigend, das muss man schon sagen, wenn man die Inflation im Euroraum von irgendwo bei bald 10 Prozent beobachtet. Es gibt Euroländer mit einer Inflation von über 20 Prozent, wir haben im Euroraum eine sehr, sehr hohe Verschuldung. Die wirtschaftlichen Aussichten für die nächste Zeit sind nicht so gut, und die Gefahr, dass wir auch in der ordentlichen Rechnung die Zahlen nicht erreichen, ist doch merklich gestiegen.

Dieses Ausgleichskonto kann sich in den nächsten Jahren sehr wohl abbauen, einfach, weil wir weder bei den Einnahmen die Zahlen erreichen, die wir budgetieren, noch in der ordentlichen Rechnung höhere Ausgaben tätigen werden. Das Ausgleichskonto darf nicht dazu verführen, dass man jetzt diesen Saldo abbaut. Wir werden das Geld sehr wohl brauchen. Sollten wir beim Ausgleichskonto auf null sein bzw. auf dem Ausgleichskonto ein Defizit haben, dann wäre das nach Finanzhaushaltsgesetz im nächsten Jahr wieder auszugleichen. Das heisst, dass wir dann grössere Sparmassnahmen treffen müssten. Das spricht sicher einmal gegen die Lösung, die Frau Herzog vorschlägt, die dieses gesamte Konto auflösen möchte. Das ist gerade in der jetzigen Zeit ein Risiko, das ich Ihnen definitiv nicht empfehlen möchte, weil es uns sehr wohl in die Bredouille bringen kann, wenn wir auf dem Ausgleichskonto schon in kurzer Zeit ein Defizit haben. Das spricht also dagegen.

Der Bundesrat geht von der Schuldenbremse aus, und die haben wir ja dann noch um die Ergänzungsregel ergänzt. Die Ergänzungsregel sagt: Bei nicht steuerbaren und aussergewöhnlichen Entwicklungen kann man ausserordentliche zusätzliche Schulden machen, aber diese müssen in sechs Jahren zurückbezahlt werden. Wir haben in der Corona-Zeit zusätzliche Schulden gemacht. Diese sind so hoch, dass wir sie nicht wie einmal angedacht in sechs Jahren zurückzahlen können. Wir müssen diese Frist verlängern.

Aber der Bundesrat folgt eigentlich diesen Aussagen, die damals bei den Abstimmungsvorlagen sowohl vom



Bundesrat wie auch vom Parlament gemacht wurden, und zwar bezüglich der Schuldenbremse und der Ergänzungsregel. Wir halten uns genau an das. Davon abzuweichen, muss und wird als abweichend von der Idee der Schuldenbremse wahrgenommen. Das ist die Gefahr dieser Lösung des Nationalrates, die Herr Hegglin aufgenommen hat, und der Lösung von Frau Herzog. Eine strikte Orientierung an der Schuldenbremse scheint mir in dieser Zeit absolut zentral zu sein. Wenn Sie davon abweichen, senden Sie gleichzeitig das Signal, dass man mit der Schuldenbremse etwas spielen kann. Gerade dieses Signal ist gefährlich.

Denken Sie an die ausserordentliche Session, die im Nationalrat noch durchgeführt werden wird. Es ist im Moment nicht die Zeit für die Forderungen, die auf dem Tisch liegen, also wieder zu Notrecht zu greifen, wieder ausserordentlich Ausgaben zu tätigen. Wir haben glücklicherweise eine viel bessere Situation als die Nachbarländer. Die Situation ist aber selbstverständlich ernst zu nehmen. Aber "nur" wegen einer Teuerung von 3,5 Prozent wieder die Giesskanne auf Bundesebene hervorzunehmen und überall Subventionen zu bezahlen – es ist einfach nicht der Moment dazu. Wir haben nicht Gelder für alle, sondern wir müssen, wenn schon, einmal definieren, wo tatsächlich Notlagen entstehen. Das Abweichen von der Schuldenbremse wird dazu führen – da bin ich überzeugt –, dass Sie schon in kurzer Zeit darüber diskutieren werden, wieder Notrecht zu schaffen. Es heisst dann: "Wir haben ja noch etwas, wir können das hin- und herbuchen." Das war nicht die Idee unserer Finanzpolitik, und das darf nicht das Signal sein, das Sie heute aussenden.

Der Bundesrat orientiert sich also an den damaligen Aussagen zur Schuldenbremse, die im Parlament und vor der Volksabstimmung gemacht wurden. Das ist auch die Erwartung. Wir haben diese Lösung so vorgesehen. Wir sehen ja vor, bis 2035 den Fehlbetrag abzubauen, und sagen, dass die Frist bis 2039 verlängert werden kann. In dieser Zeit muss es doch möglich sein, das wieder "zu Boden" zu bringen! Wer sind wir denn? Müssen wir hier noch in die Vergangenheit zurückgreifen? Ich glaube nicht. Diese Lösung müssen wir in diesen dreizehn oder siebzehn Jahren, die zur Verfügung stehen, einfach fertigbringen. Wenn wir in zwei Jahren so viele Schulden machen, müssen wir auch in siebzehn oder zwanzig Jahren in der Lage sein, sie wieder abzubauen. Sonst erfüllen wir unseren Auftrag nicht, würde ich meinen.

Nun zum Minderheitsantrag I (Hegglin Peter): Herr Hegglin möchte die Hälfte des Fehlbetrags mit dem Ausgleichskonto verbuchen. Damit entsteht ein Risiko, dass auf dem Ausgleichskonto in wirtschaftlich schlechteren Zeiten ein kleinerer Saldo zur Verfügung steht oder möglicherweise gar nichts. Herr Hegglin möchte die Frist dafür um vier Jahre kürzen. Das ist ein gewisses Entgegenkommen. Aber er geht mit seinem Antrag weiter als der Nationalrat. Mit seiner Lösung würden noch etwa 9 Milliarden Franken auf dem Ausgleichskonto bleiben. Das kann dann relativ knapp werden, wenn die Zeiten schlecht sind. Nach zwei, drei schlechten Jahren kann das Geld aufgebraucht sein.

Frau Herzog möchte das Ganze, wie gesagt, umbuchen, und dann würde auf dem Amortisationskonto ein Negativsaldo bestehen. Diese Lösung würde ich Ihnen definitiv nicht empfehlen. Das Risiko ist einfach zu gross. Es sind nur Umbuchungen, aber dieses Risiko ist zu gross.

Ich fasse zusammen: Bleiben Sie bei der Lösung des Bundesrates. Sie orientiert sich an der Schuldenbremse und an der Ergänzungsregel, die wir damals beschlossen haben. Wir haben genügend Zeit, um Lösungen zu finden, mit Blick auf die Zukunft und ohne auf die Vergangenheit zurückzugreifen. Das ist der bessere Weg, gerade in einer Zeit wie heute, in der neue Forderungen auf dem Tisch liegen. Wenn Sie hier die ursprüngliche Idee der Schuldenbremse verwässern, und das machen Sie in der Wahrnehmung von aussen, dann ist die Gefahr gross, dass wir in den nächsten Sessionen wieder Geld ausgeben.

Die Zeiten werden wirtschaftlich nicht so gut sein wie in den letzten fünfzehn Jahren. Wir hatten die besten Jahre der Eidgenossenschaft "ever": ein ungebremstes Wirtschaftswachstum, wir konnten uns alles leisten. Das werden wir in Zukunft nicht im gleichen Ausmass tun können. Es schadet aber auch nicht, wenn wir den Franken häufiger zweimal umdrehen als bisher und uns wirklich überlegen, welches die prioritären Aufgaben des Staates sind. Wenn Sie dem Entwurf des Bundesrates folgen, setzen Sie hier, gerade in dieser Zeit, ein meiner Meinung nach wichtiges Zeichen.

Ich bitte Sie also, dem Entwurf des Bundesrates und dem Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission zuzustimmen und die Minderheitsanträge abzulehnen.

Präsident (Hefti Thomas, Präsident): Frau Herzog wünscht noch einmal das Wort.

Herzog Eva (S, BS): Ich ziehe den Antrag meiner Minderheit II zurück. Es wäre nämlich zu kompliziert – für meinen Minderheitsantrag müsste man die Frist wieder ändern, denn ich brauche die Fristverlängerung nicht. Die Überschüsse und die Kreditreste müssten dann wieder auf das Ausgleichskonto fliessen. Ich ziehe meinen Minderheitsantrag zugunsten der Minderheit I (Hegglin Peter) zurück und möchte Ihnen einfach noch einmal sagen, dass die Variante des Bundesrates nicht mehr Schulden abbaut – nicht mehr. In der mittleren und vor



allem in der langen Frist macht sie aber Folgendes: Sie schafft keinerlei Handlungsspielraum für die neuen Herausforderungen, die auf uns zukommen – keinen. Da muss man sich keine Illusionen machen.

AB 2022 S 706 / BO 2022 E 706

Deshalb bitte ich Sie wirklich vehement, der Minderheit I (Hegglin Peter) zuzustimmen.

Präsident (Hefti Thomas, Präsident): Der Antrag der Minderheit II ist zurückgezogen worden. Es verbleiben der Antrag der Mehrheit und der Antrag der Minderheit I.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 22.020/5258)

Für den Antrag der Mehrheit ... 28 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 16 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 22.020/5259)

Für Annahme des Entwurfes ... 38 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(6 Enthaltungen)